
LES INVESTISSEMENTS FRANÇAIS

AU CANADA ET CANADIENS

EN FRANCE

L'investissement français au Canada

À la fin de 1985, la valeur aux livres de l'investissement direct français au Canada s'élevait à 1,43 milliard \$CAN, soit 1,7 p. cent de la valeur aux livres de l'ensemble des investissements étrangers directs au Canada. La France vient au sixième rang des investisseurs étrangers au Canada, derrière les États-Unis (75,4 p. cent), la Grande-Bretagne (9,2 p. cent), l'Allemagne de l'Ouest (2,9 p. cent), les Pays-Bas (2,4 p. cent) et le Japon (2,4 p. cent).

Si l'on regarde la distribution des investissements français à l'étranger en 1986, on constate que les États-Unis ont reçu la part du lion avec 46,8 p. cent des flux nets d'investissements français à l'étranger, suivis par les principaux partenaires européens de la France, notamment la Suisse, le Royaume-Uni, l'Italie, les Pays-Bas et l'Allemagne. L'an dernier, le Canada a néanmoins reçu quelque 2,3 p. cent du total des investissements français à l'étranger. En 1983, les investisseurs français contrôlaient des actifs évalués à 3,3 milliards \$CAN au Canada, soit 2,3 p. cent du total des actifs étrangers au Canada, ce qui plaçait la France au quatrième rang des investisseurs étrangers, derrière les États-Unis, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas.

Les actifs des sociétés françaises non financières établies au Canada se retrouvent dans la plupart des grands secteurs de l'économie: les mines, la construction, le commerce, les services, les produits manufacturés et l'informatique. Parmi les grandes entreprises françaises ayant une présence importante au Canada, on relève Péchiney, AMC/Renault, Ciments Lafarge, Michelin et Air Liquide.

Les changements apportés récemment à la législation française en matière d'investissements afin de faciliter les implantations à l'étranger ont certainement influencé ce mouvement global d'investissements hors de l'Hexagone. Cependant, nul doute aussi que les sociétés françaises, attentives aux fluctuations des marchés, se rendent compte qu'un manque de réseaux commerciaux, de filiales, voire d'implantations industrielles à l'étranger, notamment sur l'immense marché nord-améri-

cain, constitue maintenant un handicap sérieux pour leurs affaires et que leur propre développement passe par une présence permanente sur le terrain de la concurrence.

Le Canada, quelquefois perçu comme une porte d'entrée pour pénétrer plus efficacement le marché nord-américain, a ainsi attiré en 1986 près de deux fois plus d'implantations industrielles et commerciales françaises qu'en 1985, tandis que d'autres partenaires commerciaux traditionnels de la France voyaient leur part d'investissements français diminuer.

L'investissement canadien en France

En 1985, l'investissement direct canadien en France s'est chiffré à 346 millions \$CAN, ce qui représentait 0,7 p. cent de la totalité de l'investissement direct canadien à l'étranger et une augmentation de 21 p. cent par rapport à l'année précédente. Parmi les sociétés canadiennes qui ont des investissements importants en France, on retrouve Bata, Massey Ferguson, Moore Corporation, Polysar, Alcan et Inco. Certains investissements plus récents en France proviennent de sociétés canadiennes telles que McCain Foods Ltée (traitement de la pomme de terre), Tridon Ltée (pièces d'auto), Cognos (logiciels) et Cascades (cartons et papiers).

Depuis mai 1986 surtout, de nouvelles mesures ont été prises qui devraient encourager encore davantage l'investissement étranger en France. Le contrôle des prix est en voie d'élimination, la législation en matière d'emploi sera modifiée, le taux d'imposition des sociétés sera allégé et les règlements sur les emprunts en devises étrangères seront assouplis.

Conjuguées à l'assouplissement des règlements actuels et à la privatisation de plusieurs sociétés d'État françaises, ces mesures incitatives pourraient favoriser à moyen terme l'accroissement de l'investissement canadien en France.

L'importance de l'investissement français au Canada est illustrée par le fait qu'on enregistre quatre fois plus d'investissements français au Canada que d'investissements canadiens en France.